FORUM ANNUEL DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT

26-27 mai 2016 – Lusaka, Zambie

VERS UN PARTENARIAT AVEC LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE POUR REALISER LE TOP 5



RAPPORT SYNTHÉTIQUE

Juin 2016

TABLE DES MATIÈRES

1. CONTEXTE 1
2. FORUM DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE 2
   - 2.1 ALLOCUTION D'OUVERTURE ET INTERVENTIONS LIMINAIRES 2
   - 2.2 PRÉSENTATION DES ÉVÉNEMENTS 5
     - 2.2.1 ÉVÉNEMENT : ÉNERGIE 5
     - 2.2.2 ÉVÉNEMENT : AGRICULTURE 7
     - 2.2.3 ÉVÉNEMENT : EMPLOIS POUR LES JEUNES 9
   - 2.3 SESSION PLÉNIÈRE : RAPPORT SUR LES SÉANCES EN ATELIER 11
   - 2.4 ALLOCUTIONS DE CLÔTURE 12
3. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS 14
4. ANNEXES 14
   - 4 COMMENTAIRES ET QUESTIONS SOULEVÉS DURANT LES TRAVAUX EN ATELIER 14
   - 5 FEUILLES DE ROUTE/MODALITÉS DE COLLABORATION 19
   - 6 RAPPORT DU FORUM VIRTUEL DES OSC TENU À LUSAKA 26
   - 7 LISTE DES PARTICIPANTS 33

ACRONYMES

AFAWA	Action Positive pour le Financement en Faveur des Femmes en Afrique
BAD	Banque Africaine de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CO2	Dioxyde de carbone
COP 21	21^{e} Conférence des Nations Unies sur les Changements Climatiques
ODD	Objectif de Développement Durable
ONEC	Département de l'Energie, de l'Environnement et du Changement Climatique
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ORQR	Département de l'Assurance de la Qualité et des Résultats
OSAN	Département de l'Agriculture et de l'Agro-Industrie
OSC	Organisations de la Société Civile
OSHD	Département du Développement Humain
OSVP	Complexe des Opérations Sectorielles
PMR	Pays Membres Régionaux
PTF	Partnership for Transparency Fund

1. CONTEXTE

1. Le jeudi 26 mai 2016, le Groupe de la Banque Africaine de Développement (ci-après abrégé la Banque ou la BAD) a organisé son Forum annuel des Organisations de la Société Civile (OSC) en marge de ses Assemblées Annuelles. Le Forum, qui s'est tenu à Lusaka (Zambie), a rassemblé plus de 200 personnes, notamment des représentants de la société civile, ainsi que la Haute direction et des membres du personnel de la Banque, sans oublier des responsables d'administrations publiques. Le Forum a aussi réuni en ligne, une audience virtuelle à travers le monde.

OBJECTIF GLOBAL DE L'ÉVÉNEMENT

2. L'objectif global du forum était de structurer un dialogue de haut niveau entre les OSC et la Haute direction de la BAD concernant l'orientation stratégique que la Banque doit imprimer dans trois domaines prioritaires, à savoir : l'énergie, l'agriculture et la création d'emplois en faveur des jeunes.

3. Grâce au Forum des OSC, la Banque a réaffirmé sa détermination à appuyer la société civile et les OSC et à œuvrer avec elles au développement du continent, tout comme à l'identification d'outils appropriés pour un partenariat efficace, comme suit :

   - en consolidant le partenariat entre la Banque et les OSC à travers l'Afrique, moyennant une plateforme de dialogue et d'échange d'informations sur le Top 5 ;

   - en encourageant une coopération et une participation plus étroites entre les OSC, la Banque et les pays membres régionaux (PMR), afin d'optimiser les résultats en matière de développement et de renforcer l'impact de développement ;

   - en favorisant la participation des OSC, tout comme leur contribution à la réflexion stratégique, à la planification et aux opérations de la Banque.

DÉROULEMENT DU FORUM DES OSC

4. Plus de soixante représentants d'OSC africaines ont participé au forum. Les critères ayant présidé au choix des participants englobaient la représentation géographique et les axes d'intérêt centrés essentiellement sur le Top 5. Bon nombre de représentants d'organisations de la société civile provenaient de la Zambie.

5. La modération générale du forum pendant les deux jours de l'événement fut assurée par Mme Namakau Mukelabai, Directrice d' « Indigo Events and Media Solutions ».

6. Le Forum s'articulait comme suit : un mot de bienvenue et des interventions liminaires, suivis par deux séances plénières et trois réunions en atelier se tenant

simultanément. La première séance plénière définissait le principe directeur qui sous-tend les séances en atelier, alors que la seconde permettait aux modérateurs de restituer en plénière la substance des échanges qui ont eu lieu au cours des trois discussions en table ronde.

7. Le Forum des OSC a mis l'accent sur trois centres d'intérêt prioritaires du Top 5, à savoir l'énergie, l'agriculture et la création d'emplois pour les jeunes. Chaque axe thématique a fait l'objet d'une table ronde autour de questions spécifiques en rapport avec le thème, ce qui a contribué à la définition des thématiques générales et des points d'accord sur les domaines de collaboration entre la Banque et les Organisations de la Société Civile. Chaque panel était constitué de représentants de la société civile, de membres du personnel de la Banque et de parties prenantes issues d'institutions concernées.

Le Forum des OSC a bénéficié de tweets en direct de blogueurs venus des cinq régions d'Afrique. Dans le même ordre d'idée, une discussion en ligne était animée par Mme Jemila Abdulai, consultante Département de l'Assurance de la Qualité et des Résultats (ORQR) de la Banque. Des participants ont pu suivre les séances plénières à distance sur le site Web de la BAD, grâce au dispositif de vidéo en ligne. L'auditoire virtuel pouvait interagir avec les orateurs et les autres invités en soumettant des questions ou des observations sur les plateformes de médias sociaux. Les faits saillants de l'événement ont été rapportés simultanément sur Twitter et les images partagées sur Flickr.

2. FORUM DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

2.1 ALLOCUTION D'OUVERTURE ET INTERVENTIONS LIMINAIRES



LE PRESIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT, M. ADESINA, A LA CLOTURE DE L'EVENEMENT. CREDIT 2016, CERD-BAD

8. Son Excellence Mary Robinson, Présidente de la Fondation Eponyme, a ouvert le Forum des OSC en adressant ses félicitations au Président Akinwumi Adesina, pour avoir dédié des journées entières aux discussions sur des thématiques importantes telles que la création d'emplois au profit des jeunes, les femmes ou la parité et l'agriculture. M^{me} Robinson a jugé encourageantes les discussions qui ont eu lieu lors des Assemblées Annuelles, eu égard aux analyses appropriées des sujets abordés, aux injustices qui ont été mises en évidence et aux solutions proposées. Elle a fait valoir la nécessité de savoir dépasser les limites en indiquant qu'il importe notamment de relier les systèmes de protection sociale aux discussions de la Banque. M^{me} Robinson a conclu son propos en encourageant la société civile à veiller à ce que la Banque soit comptable de la matérialisation du Top 5 car, a-t-elle insisté, la société civile peut faire la différence en Afrique.

9. Monsieur Mamadou Touré, Président-Directeur Général et fondateur d'Africa 2.0, a commencé son intervention en remerciant la BAD d'avoir consacré un événement de deux jours à la société civile. Il a évoqué la façon dont le groupe de réflexion Africa 2.0 est né de la frustration de jeunes africains talentueux qui cherchaient à apporter leur contribution à leur société, mais qui devaient surmonter maints obstacles pour y parvenir. L'objectif global d'Africa 2.0 était de rassembler de jeunes leaders du continent et de la diaspora qui partagent une vision commune pour l'Afrique et qui ont adopté une approche proactive de recherche de solutions en publiant son manifeste, en cataloguant les experts par groupe de travail, par secteur, par industrie et par emplacement afin de faciliter la recherche de solutions aux problèmes africains et de permettre au continent africain de réaliser un grand bond en avant vers la prospérité et la soutenabilité. L'accent était mis sur la création du Programme d'Action pour l'Afrique.

10. M. Mamadou Touré a souligné que l'un des grands échecs de la société civile était son incapacité à œuvrer de concert, à porter un message commun et à donner la priorité à ce message. Le fondateur d'Africa 2.0 a insisté sur la responsabilité de la société civile, qui doit s'efforcer de changer cet état de choses à l'avenir. Il a évoqué l'occasion exceptionnelle offerte par le Forum des OSC, en sa qualité de plateforme permettant à la société civile de collaborer avec les dirigeants. Aussi, a-t-il lancé un appel pour qu'un consensus soit trouvé entre la société civile, les administrations publiques et le secteur privé afin de cheminer ensemble et de concrétiser le rêve africain.

11. Madame Engwase Mwale, Directrice Exécutive du Conseil de coordination des ONG, a donné lecture d'une déclaration rédigée au nom des Organisations de la Société Civile qui se sont réunies en marge des Assemblées Annuelles. Mme Mwale a indiqué que la société civile a reconnu qu'elle doit être proactive, autant que le rôle essentiel qu'elle joue pour le développement national. Cette réunion a servi de prétexte pour analyser en substance les questions débattues lors de ces Assemblées Annuelles. Mme Mwale a remercié la BAD d'avoir donné à la société civile, l'occasion de partager les résultats de l'analyse critique et des réflexions menées en

ce qui concerne le Top 5. La principale intervention des Organisations de la Société Civile souligne la nécessité que la BAD fasse appliquer systématiquement les processus de collaboration avec les OSC afin d'obtenir des résultats plus efficaces dans les domaines qui lui sont prioritaires.

12. Les résolutions adoptées pendant la réunion ont été partagées : elles exhortaient la Banque à s'attaquer aux questions relatives à l'énergie et au changement climatique, à la transformation agricole, au financement du secteur privé, à l'infrastructure et au développement inclusif, à la gouvernance des ressources naturelles et aux flux financiers illicites en provenance d'Afrique, ainsi qu'aux tendances de la collaboration entre la BAD et les OSC, sans oublier la transparence dans les opérations de la Banque et son obligation pour la reddition des comptes. Veuillez-vous reporter à l'annexe 4 pour l'intervention complète.

13. Le président Akinwumi Adesina a prononcé le discours d'ouverture du Forum des OSC. Il a souligné l'importance dudit forum, qui représente les voix et les visages des personnes que la Banque essaie d'aider et qui sont souvent absents des débats. Le président de la BAD a indiqué ne pas considérer sa présence à la tête de la Banque comme un emploi, mais plutôt comme une mission : celle de faire en sorte que l'Afrique se développe rapidement pour ces voix et visages ciblées. Le président Adesina a insisté sur l'importance de la société civile dans un certain nombre de domaines, à savoir : demander des comptes à la Banque ; garantir la transparence et la bonne gouvernance ; collaborer aux processus de croissance inclusive ; et autonomiser les populations africaines. Il a réaffirmé l'engagement de la Banque à accroître la participation de la société civile, moyennant le renforcement de ses capacités en Afrique.

14. Il a exprimé la détermination de la Banque à organiser plus de forums à l'image de celui des OSC, afin de discuter des contributions de la société civile après les avoir prises en compte. Le président Adesina a aussi souligné que la société civile doit entreprendre le plaidoyer pour combler d'urgence les besoins de l'Afrique. Il a évoqué les questions pressantes en lien avec le développement, notamment l'énergie, l'agriculture, l'autonomisation des femmes, la promotion des jeunes, la lutte contre les changements climatiques, la croissance verte, les ressources naturelles et les flux de capitaux illicites.

15. Le président de la BAD a évoqué les stratégies et initiatives lancées par la Banque, notamment son engagement au profit de l'Action Positive pour le Financement en Faveur des Femmes en Afrique (AFAWA) qui consiste à lever trois milliard de Dollars Américains (USD) au profit des femmes entrepreneurs à travers le continent. Le président a indiqué que lorsque vous agissez bien envers les femmes, tout ce que vous faites ensuite est juste. Il a terminé son propos en réitérant à quel point la Banque attache de l'importance à son partenariat avec la société civile. Enfin, il a également ~~aussi~~ renouvelé son engagement à approfondir cette collaboration, car les deux parties partagent la même vision, et encouragé les représentants de la

société civile à réviser leur intervention après l'avoir écouté. Monsieur Mamadou Touré a ensuite invité M. Kapil Kapoor, Vice-Président par interim chargée des Opérations sectorielles (OSVP), M. Alex Rugamba, Directeur Département de l'énergie, de l'environnement et du changement climatique, ONEC, M. Chiji Ojukwu, Directeur, Département de l'Agriculture and Agro-Industries OSAN, M^{me} Sunita Pitamber, Directrice Département du développement humain, OSHD, et M. Kevin Urama, Conseiller Supérieur pour la politique relative à la croissance verte et inclusive, à s'installer à la table d'honneur afin de répondre aux questions et préoccupations soulevées par l'auditoire.

16. Lors de la séance de questions-réponses, M. Mamadou Touré a partagé le succès du manifeste d'Africa 2.0. Il a discuté des quatre axes principaux de la vision d'Africa 2.0 à savoir : relever les Africains, favoriser la croissance inclusive, développer l'infrastructure et mettre en place un environnement propice à la croissance, les quatre piliers de la croissance étant les jeunes, les femmes, la diaspora et la technologie. M. Mamadou Touré a rappelé que le G20 l'a invité à faire des recommandations clés, dont deux – l'une sur le projet porté par la diaspora et l'autre sur les échanges régionaux de matières premières – ont été entérinées. Le groupe de réflexion Africa 2.0 a une fois encore été invité par le G20, en 2015, pour émettre des recommandations sur l'énergie hors réseau et sur les énergies renouvelables et propres. M. Touré a mentionné les contributions de son groupe de réflexion à l'Africa Progress Panel et à la COP 21.

17, La proposition faite à la COP 21 représente la position la plus forte jamais prise par l'Afrique en matière de climat. M. Mamadou Touré a évoqué sa rencontre avec le président Adesina au moment de sa prise de fonction à la tête de la BAD, et la façon dont le résultat de leur échange a structuré la stratégie pour la création d'emplois en Afrique. Il a conclu son propos en plaidant en faveur d'une collaboration et d'une coordination accrues.

18. Enfin, Monsieur Kevin Urama a quant à lui, souligné la nécessité de traiter des questions liées à l'accès et à la durabilité de l'énergie. Selon lui, l'accent devrait être mis sur une meilleure production, mais avec moins d'émissions de gaz à effet de serre.

2.2 PRÉSENTATION DES SÉANCES DE GROUPE

Monsieur Noel Kulemeka, responsable de la Division du Genre et du Suivi du Développement Social de la Banque (ORQR4), a expliqué en quelques mots le bien-fondé des trois séances de groupe. Il a encouragé les Organisations de la Société Civile à y participer en fonction de leur avantage concurrentiel. Les séances de groupe étaient organisées autour de trois domaines d'intérêt prioritaires du Top 5 à savoir l'énergie, l'agriculture et la création d'emplois pour les jeunes. *Les exposés PowerPoint de chaque session sont disponibles, à la demande.*

2.2.1 ÉVÉNEMENT : ÉNERGIE

MODÉRATEUR : **Neil COLE**, Secrétaire Exécutif de la « Collaborative Africa Budget Reform Initiative »

PANÉLISTES : **Alex RUGAMBA,** Banque Africaine de Développement
Sheila OPARAOCHA, Réseau International sur le Genre et l'Energie Durable
Tjaarda STORM van LEEUWEN, Partnership for Transparency Fund



Séance de groupe sur l'énergie dirigée par Neil COLE de la Collaborative Africa Budget Reform Initiative. Crédit photo : CERD-BAD, 2016

19. L'objectif de la table ronde était d'encourager des discussions ciblées sur la meilleure façon de tirer parti de la relation entre la BAD et les OSC pour atteindre les cibles fixées dans le Programme d'Accès à l'Energie pour les populations qui se trouvent au bas de la pyramide. Les échanges portaient sur les moyens spécifiques qui permettraient aux OSC de participer ou d'assister à la mise en œuvre des initiatives pertinentes, en accordant la priorité aux domaines où ces organisations possèdent un avantage concurrentiel du point de vue de l'accès à l'énergie et aux solutions d'énergies propres.

20. M. Kevin Urama a présenté un exposé sur la source des émissions de dioxyde de carbone (CO2) en Afrique, en précisant que l'Afrique est touchée par des émissions engendrées par la pauvreté. Il a souligné que le continent africain a besoin d'un nouveau bouquet énergétique pour mieux prendre soin de l'environnement et investir dans des solutions durables, comme cela est proposé dans le Nouveau Pacte pour l'Energie. En effet, si l'Afrique évolue vers un mélange de charbon et d'autres sources d'énergie, l'émission de suie diminuera de cinq tonnes à une tonne.

M. Umara a expliqué que la réduction de l'utilisation de charbon de bois pourrait constituer une première étape pour s'attaquer au problème à la racine.

21. Monsieur Alex Rugamba a présenté la Stratégie pour éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie. Il a résumé les principales caractéristiques des programmes d'accès à l'énergie pour les populations qui se trouvent au bas de la pyramide, en indiquant comment ces programmes sont en adéquation avec les objectifs de développement durable. M. Rugamba a rapporté que la Banque travaille à trouver des solutions de financement afin de lancer des fours de cuisson écologiques, et qu'une composante majeure pour réaliser le Nouveau Pacte pour l'Energie porte sur l'établissement de partenariats de collaboration.

22. Madame Sheila Oparaochoa a indiqué réagir au nom de son organisation, le Réseau International sur le Genre et l'Energie Durable. Elle a insisté sur le fait que les OSC ont été les premières à s'engager sur le chemin de la cuisson à l'aide de fourneaux écologiques, et que ces organisations sont bien placées pour aider à l'adoption, à la mise en œuvre et à la viabilité des composantes de l'initiative. Les OSC peuvent contribuer à la sensibilisation et combler les disparités majeures dans l'accès entre les zones rurales et les centres urbains. M^{me} Oparaochoa a estimé que les solutions hors réseau et mini-réseau constituaient des armes essentielles à cet effet. Elle a fait valoir la nécessité d'autonomiser les femmes pour pouvoir édifier et concrétiser le Nouveau Pacte pour l'Energie. Elle a cité en exemple la politique de la CEDEAO en matière d'énergie, qui tient compte des spécificités entre les sexes, et la façon dont les programmes d'action des pays sont en cours d'élaboration grâce à une consultation multidimensionnelle avec les OSC.

23. Monsieur Tjaarda Storm van Leeuwen, de Partnership for Transparency Fund (PTF), a présenté un exposé sur les changements de tendance qui s'opèrent au niveau de la société civile et sur leurs implications. Il a commenté le champ d'action de la collaboration avec les OSC, qui varie d'un pays à l'autre, ainsi que l'impact que cela a sur le financement dans certains pays. Son exposé a abordé les différents rôles que jouent les partenaires au développement, qu'il s'agisse de l'exécutant, du facilitateur ou du tiers contrôleur et de la voix dans la formulation de politiques.

24. Les représentants des OSC ont salué l'initiative de la Banque. Les principaux échanges ont porté sur la collaboration tripartite (gouvernement, société civile, secteur privé) afin de mettre en œuvre le programme de la Banque, et sur le fait que la Banque doit puiser dans le réseau d'OSC existant. Monsieur Peter Eigen, de Transparency International, a fait référence au triangle magique des interactions entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé, lequel triangle constitue un ingrédient essentiel à une prise de décisions judicieuse.

25. Monsieur Anthony Nyong, Responsable de la Division Sauvegarde et Environnementale (ORQR3) de la BAD a insisté sur la nécessité de coopérer avec la société civile, en indiquant que l'Afrique a plus besoin d'un transfert de technologies

que d'un dumping de technologies. L'accent devrait être mis sur le développement de technologies qui aident à créer des emplois localement. Monsieur Simon Mizrahi, Directeur du Département de l'Assurance de la Qualité et des Résultats de la Banque (ORQR), a présenté le cadre renforcé de collaboration avec les OSC et les différents points d'entrée possibles aux niveaux institutionnel, régional et national. Il a utilisé l'exemple des méthodes de cuisson en utilisant des énergies propres pour illustrer comment le cadre peut être adapté à une question spécifique.

26. Les représentants des OSC ont identifié des voies et moyens de forger un partenariat avec la Banque et les modalités qui permettraient d'institutionnaliser leur collaboration avec la Banque. On trouvera à l'annexe 2.1 les modalités de collaboration qui ont été débattues.

2.2.2 ÉVÉNEMENT : AGRICULTURE

MODÉRATEUR: **Mamadou GOITA**, Coalition des Organisations de la Société Civile Africaine sur la BAD

PANÉLISTES: **Chiji OJUKWU CHINEDUM,** Directeur à la Banque Africaine de Développement
Elizabeth MPOFU, Secrétaire International à La Via Campesina
Barbara KAFKA, Partnership for Transparency Fund



Séance de groupe sur l'agriculture. Crédit photo : CERD-BAD, 2016

27. Les échanges ciblaient les moyens spécifiques qui permettraient aux OSC de participer ou d'assister à la mise en œuvre des initiatives pertinentes, en accordant la priorité aux domaines où les OSC possèdent un avantage concurrentiel du point de vue de l'agriculture, et afin de mieux atteindre les objectifs fixés au titre de

l'initiative pour transformer le secteur de l'agriculture.

28. Monsieur Chiji Ojukwu a présenté la stratégie pour nourrir l'Afrique, en mettant l'accent sur ses objectifs et les principales initiatives engagées en vertu de cette stratégie. Il a annoncé que la stratégie serait soumise au Conseil d'Administration en juin 2016, pour approbation. M. Ojukwu a relevé que les quatre initiatives clés prises en vertu de la stratégie étaient : les parcs et corridors agro-industriels ; la promotion des jeunes dans l'agro-industrie ; le dispositif de partage des risques en matière de financement agricole ; et la technologie.

29. Madame Mpofu a axé son intervention sur les difficultés rencontrées par les exploitants agricoles. Elle a mentionné l'impact pérenne et négatif des programmes d'ajustement structurel sur la qualité de vie des exploitants agricoles, auquel s'ajoute l'assistance limitée des gouvernements aux paysans. M^{me} Mpofu a souligné la nécessité d'intégrer les savoirs traditionnels dans les modèles proposés. Elle a formulé des recommandations, consistant notamment à se focaliser sur les marchés locaux, à rechercher des semences locales pour éviter d'acheter des semences auprès d'entreprises, à faciliter l'accès des paysans aux ressources naturelles et à promouvoir la diversification dans la production céréalière. M^{me} Mpofu a insisté sur le fait que les exploitants agricoles doivent être autonomes dans le choix de ce qu'ils produisent et dans la manière de le faire. Selon elle, le plus grand défi consistait à identifier où à investir les ressources et portait sur la façon d'assurer l'accès aux petits exploitants agricoles.

30. Madame Kafka, de PTF, a mis l'accent sur les tendances mondiales s'appliquant au programme des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 et à la société civile. Le nombre d'Organisations de la Société Civile ne cesse d'augmenter avec de nouveaux rôles dans la prestation de services, le plaidoyer et l'influence. M^{me} Kafka a indiqué que la société civile doit régler ses propres problèmes internes, et l'on doit tenir compte du fait que l'environnement favorable pour la société civile n'est pas le même partout sur le continent. Les principaux enjeux consistent à trouver un mécanisme approprié permettant d'identifier les OSC qui possèdent un avantage concurrentiel et avec lesquelles la Banque peut collaborer, à veiller à ce que les OSC participent comme il se doit à la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030 et à définir les modalités de collaboration les plus appropriées.

31. Les échanges ont porté essentiellement sur l'émergence de cartels en Afrique, la capacité des petits producteurs à être rentables, la création de chaînes de valeur en l'absence de politiques et de cadres, et l'accès au financement et aux conditions propices à l'obtention de prêts commerciaux. Les discussions englobaient l'alignement de la BAD et des communautés économiques régionales (CER) sur les plans nationaux. Un accent marqué était placé sur la mise en œuvre et la nécessité de la transparence.

32. Les recommandations incluaient la fourniture d'une assistance supplémentaire aux petits exploitants ; l'affectation de la priorité aux marchés locaux, nationaux et régionaux et l'approvisionnement de ces marchés en produits locaux ; la poursuite de la recherche sur les semences et l'utilisation de technologies ; ainsi que la promotion et la consolidation de coopératives agricoles.

33. La session s'est achevée sur l'énumération par les OSC de leurs avantages concurrentiels sous l'angle de la promotion des droits de la personne, des droits des petits exploitants, des femmes et des jeunes, du respect des sauvegardes environnementales, de la mise au point de méthodes d'agriculture durable, de la création de partenariats commerciaux qui favorisent les petits producteurs et de l'intégration de la responsabilité d'entreprise dans les partenariats commerciaux. La société civile doit réaliser d'autres études pour déterminer la meilleure façon dont elle peut aider la Banque dans la mise en œuvre de son programme. Les modalités de collaboration discutées sont présentées à l'annexe 2.2 infra.

2.2.3 ÉVÉNEMENT : DES EMPLOIS POUR LES JEUNES

MODÉRATEUR : **Karidia SANON**, Département du développement durable, Université de Ouagadougou

PANÉLISTES : **Sunita PITAMBER,** Directrice à la Banque Africaine de Développement
Sobel NGOM, Directeur Exécutif à la Social Change Factory
Noel KULEMEKA, Chef de Division Genre et Développement Sociale à la Banque Africaine de Développement



Séance de groupe sur les emplois pour les jeunes dirigée par Karidia Sanon, de l'Université de Ouagadougou. Crédit photo : CERD-BAD, 2016

34. Les discussions sur la création d'emplois au profit des jeunes recherchaient des moyens qui pourraient permettre aux OSC de participer et de contribuer à la mise en œuvre des initiatives pertinentes, en donnant la priorité aux domaines dans lesquels les OSC possèdent un avantage concurrentiel du point de vue de la création d'emplois pour les jeunes et aux moyens par lesquels les OSC peuvent apporter des ressources (techniques et financières) à la Banque. L'objectif était de se concentrer sur la façon dont les OSC et la Banque peuvent mettre en œuvre l'initiative sur la création d'emplois au profit des jeunes en Afrique.

35. Madame Sunita Pitamber a donné un aperçu de la stratégie pour l'emploi en Afrique, en insistant sur la nécessité de fournir des opportunités aux chômeurs et aux personnes défavorisées. Le défi majeur réside dans l'inadéquation au niveau de l'offre de compétences et dans l'absence de demande par rapport aux compétences offertes. En vue de pallier cette lacune, la Banque centre ses efforts sur trois secteurs, à savoir l'énergie, l'agriculture et l'industrialisation, ainsi que sur trois modèles phares : l'intégration, l'innovation et l'investissement. M^{me} Sunita Pitamber a invité les participants à consulter la documentation de la Banque relative au travail de fond qui s'effectue par rapport à la stratégie. Les modèles phares permettront d'assurer l'intégration régionale. L'approche fondamentale qui sous-tend la stratégie reste le partenariat entre le secteur privé, le secteur public et la société civile. M. Sobel Ngom, Directeur à la Social Change Factory, a présenté « Voix des jeunes », qui vise à susciter une prise de conscience des jeunes et à les former. Il a souligné à quel point la participation aux activités entrepreneuriales s'avère difficile en Afrique, ajoutant que ce sont les innovateurs et les leaders d'opinion qui doivent ouvrir la voie à la mise en place d'un écosystème favorable. « Voix des jeunes » utilise les médias comme un outil puissant de renforcement des capacités et comme un outil de développement, en fournissant l'accès aux informations qui n'avaient pas encore été divulguées.

36. Monsieur Noel Kulemeka a conclu l'exposé en donnant un aperçu de l'évolution des tendances dans la société civile et de leurs implications pour l'aide internationale. Il a commenté le champ d'action de la collaboration avec les OSC, qui varie d'un pays à l'autre, ainsi que l'impact que cela a sur le financement dans certains pays. Le nombre d'Organisations de la Société Civile ne cesse d'augmenter avec de nouveaux rôles dans la prestation de services, le plaidoyer et l'influence.

37. Les OSC ont déclaré que les domaines de collaboration les plus pertinents et les plus importants sont le suivi et l'évaluation, ainsi que la fourniture d'un retour d'information. Il a été recommandé que la Banque institutionnalise sa collaboration avec les OSC et identifie les représentants des OSC en vue de recueillir leurs contributions. Tant les OSC que la Banque, devraient entreprendre le plaidoyer et assurer la communication, surtout pour éduquer les jeunes sur la BAD et ses initiatives. Il a également été recommandé que plus de jeunes doivent s'engager dans divers domaines lors de la conception de la feuille de route. *La feuille de route de la création d'emplois au profit des jeunes est présentée à l'annexe 2.3.*

2.3 SESSION PLÉNIÈRE DU 2E JOUR : PRINCIPAUX POINTS ISSUS DES FEUILLES DE ROUTE DES SÉANCES DE GROUPE



Sheila OPARAOCHA, Mamadou GOITA et Sobel NGOM répondant aux questions de l'auditoire.

Crédit photo : CERD-BAD, 2016

38. La session plénière de la deuxième journée a débuté par la restitution effectuée par le modérateur ou le rapporteur de chaque session. Chacun d'entre eux a présenté les modalités de collaboration convenues pour l'avenir.

39. La feuille de route pour l'énergie a porté essentiellement sur les niveaux et les axes de collaboration avec les OSC, autrement dit, aux niveaux institutionnel, régional et national et dans le plaidoyer, l'exécution et la consultation, respectivement. Les principaux échanges concernaient l'égalité des chances afin de généraliser l'énergie de cuisson et les solutions hors réseau, l'exploitation des activités de l'AFAWA pour appuyer les entreprises énergétiques féminines et les emplois productifs dans l'énergie, le développement d'un environnement propice pour renforcer l'inclusivité des interventions ciblant les personnes qui se trouvent au bas de la pyramide, et l'appui aux processus regroupant de multiples parties prenantes et la participation des OSC à la formulation et à la planification des politiques en matière d'énergie.

40. La feuille de route pour l'agriculture était centrée sur quatre enjeux, à savoir : la mise en place de zones de transformation de produits agro-alimentaires et de corridors ; la promotion d'agro-industries en tant que source d'emplois pour les jeunes ; la nécessité d'un mécanisme de partage des risques pour le financement de

l'agriculture ; et le besoin de disposer de techniques adaptées à l'agriculture africaine. Les défis et les rôles des OSC ont fait l'objet de discussions avec une liste de partenaires proposés afin de régler les problèmes identifiés. Parmi les enjeux, se trouvent la nécessité de renforcer les capacités à tous les niveaux et celle d'instituer des cadres institutionnels judicieux dans le but de réaliser les politiques et les programmes.

41. La feuille de route pour la création d'emplois au profit des jeunes a défini les axes de la collaboration avec les OSC, notamment le suivi et l'évaluation, le renforcement des capacités, la communication et l'information, les activités de plaidoyer, le partenariat et l'innovation. Les résultats et les mesures prises pour atteindre les objectifs de création d'emplois pour les jeunes ont été débattus ; les partenaires d'exécution et les intervenants potentiels ont aussi été identifiés.

La séance de restitution a été suivie d'une session de questions-réponses.

DISCUSSION VIRTUELLE EN LIGNE

42. Jemila Abdulai a résumé la discussion en ligne sur Twitter, en faisant ressortir les points suivants : i) les jeunes ne doivent pas être considérés en marge de la société, ni perçus comme ceux auxquels on pense après coup. De nouveaux outils de communication devraient être utilisés pour les cibler ; ii) non seulement nous avons besoin de nouvelles techniques dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie, mais nous devons également trouver des moyens d'intégrer les jeunes et leurs idées dans de tels secteurs ; et iii) il y a un sentiment général selon lequel la Banque et ses actions restent méconnues des jeunes, ce qui empêche leur participation.

43. On estime que le hashtag (mot-clé) #CSOForumLusaka a permis d'accueillir 800 000 comptes Twitter, avec une barre de 5,5 millions de vues dans le monde et 487 posts publiés. En comparaison avec le Forum de l'année précédente, ces chiffres représentent une augmentation d'environ 85 % en termes de personnes atteintes à travers le monde.

2.4 ALLOCUTIONS DE CLÔTURE

44. Donnant suite au vœu exprimé par le président dans son allocution d'ouverture, les OSC ont rédigé leur déclaration et partagé la nouvelle version avec l'auditoire. Le représentant des OSC a exprimé la gratitude de la société civile à l'endroit du président et de son équipe pour les efforts déployés en vue de l'organisation de ce Forum et pour l'engagement sincère manifesté afin d'établir des relations légitimes entre la Banque et les OSC. L'engagement renouvelé pour des liens plus fonctionnels et étroits est grandement apprécié et donnera la possibilité aux OSC de collaborer avec la Banque pour mettre en mouvement la transformation à laquelle l'Afrique aspire. La déclaration a prôné des efforts accrus tant au niveau régional qu'à l'échelle régionale au moyen de discussions et de consultations. Des

suggestions ont été faites pour que le Forum des OSC puisse se tenir avant les Assemblées Annuelles ~~pour~~ afin de permettre aux OSC de participer davantage à d'autres événements, et ~~pour~~ qu'un rapport alternatif soit soumis sur les progrès accomplis par la Banque.

45. Madame Sipho Moyo a officiellement clos le Forum des OSC. Dans ses remerciements, elle a réaffirmé l'engagement de la BAD à accroître sa collaboration avec la société civile. Elle a souligné que les modalités de collaboration ont été élaborées de concert avec les OSC elles-mêmes. Elle a conclu en affirmant que nous sommes tous engagés dans ce projet et que nous évoluons aujourd'hui vers une nouvelle ère où le développement est une responsabilité partagée par tous les acteurs, et non plus le rôle exclusif de l'État. M^{me} Sipho Moyo a remercié les OSC de leur participation et confirmé que le Forum des OSC sera suivi de rencontres avec les parties prenantes au niveau régional en vue de consultations accrues et plus approfondies.

46. Enfin, Noel Kulemeka a remercié les participants et les a tous invités à la réception offerte.



M^{me} Sipho Moyo de la BAD, lors de la clôture du Forum des OSC. Crédit photo : CERD-BAD, 2016

3. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

47. Le Forum des OSC tenu lors des Assemblées Annuelles du Groupe de la BAD a permis de: i) favoriser des échanges francs entre la Banque et les OSC concernant les modalités de collaboration pour mettre en œuvre trois des cinq grandes priorités, notamment l'énergie, l'agriculture et l'emploi pour les jeunes ; et ii) réaffirmer l'engagement de la Banque à renforcer sa collaboration avec les OSC et à apaiser les frustrations persistantes nées des insuffisances et des échecs antérieurs.

48. Il a été recommandé que la Banque s'appuie sur la dynamique insufflée grâce au Forum des OSC pour approfondir les consultations avec les OSC et finaliser leurs modalités de participation, moyennant :

- la tenue de consultations régionales en vue de débattre davantage sur la mise en œuvre d'initiatives choisies et l'élaboration d'une feuille de route détaillée pour chaque région ;

- la définition des différentes approches à adopter par les pays membres pour collaborer avec les OSC au niveau national et la définition de la façon dont ces modalités pourront être intégrées à la feuille de route régionale ;

- la mise à jour de la base de données des OSC et leur harmonisation avec les grandes priorités de la Banque. La classification par région, pays, secteur et avantage comparatif devrait être disponible afin de permettre au personnel de la BAD d'identifier facilement les partenaires potentiels pour la conceptualisation, la conception et l'exécution de projets ;

- la création d'un cadre de suivi et d'évaluation qui permettra de suivre les progrès aux niveaux national, régional et des entreprises. Cette stratification donnera la possibilité de remédier aux faiblesses et de s'inspirer des forces.

4. ANNEXES

ANNEXE 4.1 : COMMENTAIRES ET QUESTIONS SOULEVÉES DURANT LES TRAVAUX EN ATELIER

PREMIÈRE SESSION PLÉNIÈRE

Questions soulevées	Réponses des panélistes
Comment la société civile peut-elle participer de manière concrète à la lutte contre les flux financiers illicites ?	Les OSC ont été exhortées à prendre part à la session spécialement dédiée à la lutte contre les flux financiers illicites. La Banque apporte son appui aux pays membres régionaux dans la formulation de plans nationaux pour s'attaquer aux problèmes, non seulement du point de vue de la stratégie gouvernementale, mais aussi sous l'angle de l'investissement afin d'éviter la comptabilité dite « créative ». La BAD hébergera un site Internet où les plans seront mis à disposition, et prônera le dialogue interactif en ligne. La société civile sera encouragée à demander des comptes aux gouvernements et aux organisations telles que la BAD, et à suivre les progrès réalisés. Il a été proposé que les OSC collaborent plus avec les instituts de recherche qui mènent des études sur la question des flux financiers illicites.
Comment les différentes parties prenantes pourront-elles s'assurer que le programme relatif à l'emploi des jeunes est efficacement exécuté et que des résultats sont obtenus ?	La stratégie a été élaborée en examinant les faiblesses et le manque de coordination, ainsi que les conséquences que tous les acteurs n'ont pas été en mesure d'aborder jusqu'ici. Le plan intègre des informations sur l'investissement nécessaire, les secteurs prioritaires et les impacts attendus. L'exécution du programme nécessitera des réformes stratégiques et un investissement de la part des gouvernements et du secteur privé. Les jeunes ont été intégrés à la phase de conception, ce qui a entraîné la formulation d'une stratégie axée sur la demande et qui est différente des initiatives précédentes. La mise en œuvre sera spécifique à chaque pays. D'autres stratégies prendront également en compte l'emploi des jeunes. La stratégie pour nourrir l'Afrique vise particulièrement les jeunes diplômés sans emploi comme l'une de ses

	composantes, en aidant à les réorienter vers l'agriculture en tant qu'activité commerciale.
Comment la Banque gèrera-t-elle les liens entre les droits des animaux et les droits de l'homme tout en encourageant l'expansion agricole ?	L'agriculture ne se limite pas uniquement aux produits agricoles ; elle intègre aussi la pêche et la foresterie. L'initiative menée par la Banque accordera la priorité à l'agriculture écologique et à l'investissement vert. Le développement humain sera au cœur des interventions de la Banque. Des exemples d'opérations de la Banque ont été relevés, notamment la réponse de la Banque à la crise d'Ebola en 2014 et son intervention en faveur de la lutte contre les violences basées sur le genre en Côte d'Ivoire.

SÉANCE DE GROUPE : ÉNERGIE

Questions soulevées	Réponses des panélistes
Comment les émissions seront-elles gérées au niveau des pays ?	Les émissions sont corrélées au niveau du développement. Il est donc nécessaire de discuter et d'établir un dialogue fondé sur les points de vue des Africains.
Comment se déroulera le déploiement ?	L'énergie et le changement climatique ont été érigés au rang de Complexe dans la nouvelle structure de la Banque. Il existe également une direction chargée des partenariats qui aidera à l'élaboration de la cartographie et à la définition de la voie à suivre. Il est important de renforcer les capacités en vue de la maintenance à long terme et non pas juste pour la mise à l'échelle.
Comment une organisation peut-elle participer si elle ne correspond pas à la structure convenue ? Un participant a précisé que chaque organisation possède sa propre spécialité et peut intervenir à différents niveaux. Il a ensuite demandé comment une telle organisation peut participer si elle ne correspond pas à la structure convenue. Neil Cole a répondu en indiquant que des clarifications supplémentaires seront apportées	La Banque se trouve encore à l'étape initiale et davantage d'informations seront fournies au fil du temps. Le Forum des OSC fait partie du processus dans lequel ces questions sont soulevées et elles seront débattues lors des prochaines réunions.

en temps voulu, et que cet espace était le cadre idéal pour discuter de telles questions.	

SÉANCE DE GROUPE : AGRICULTURE

Questions soulevées	Réponses des panélistes
Quel est le degré de flexibilité de la stratégie du côté de la BAD, et cette stratégie reflète-t-elle les contributions de la société civile ?	La stratégie a été présentée lors de cinq ateliers régionaux et enrichie grâce aux commentaires et réactions des OSC.
Comment la Banque peut-elle travailler avec les OSC pour atteindre ses objectifs?	Les OSC aideront la Banque dans les domaines où elles ont des avantages comparatifs distincts, tels que la promotion des droits humains, les droits des agriculteurs, des femmes et des jeunes, en assurant que l'environnement soit respecté.
Quelle est la rentabilité et la stratégie pour les agriculteurs?	Le manque d'aide aux agriculteurs est une faiblesse sous-jacente de la raison pour laquelle la productivité est faible en Afrique, et que la plupart des agriculteurs sont de petits agriculteurs sur le continent. La Banque doit veiller à ce que l'aide aux petits agriculteurs soit meilleure et plus cohérente à l'avenir.
Comment créer de la valeur ajoutée en l'absence de politiques à cet effet?	Les coopératives agricoles devraient être encouragées et renforcées où elles existaient déjà.

SÉANCE DE GROUPE : EMPLOIS POUR LES JEUNES

Questions soulevées	Réponses des panélistes
Quel est le calendrier fixé par la Banque pour la mise en œuvre de cette stratégie ?	La Banque a déjà démarré le processus de définition de la portée dans 16 pays et a proposé une réserve de projets d'une valeur de 2 milliards d'USD dans le but de créer 7 milliards d'emplois.
Comment la Banque entend-elle assurer l'égalité entre les sexes chez les jeunes dans le nouvel espace budgétaire en cours de création ?	La Banque s'est dotée d'une stratégie en matière de genre qui vise à faire en sorte que ses interventions contribuent à l'avancement du programme de parité hommes-femmes. Les indicateurs relatifs aux femmes sont plus élevés que ceux des hommes dans certains secteurs du fait de la participation plus élevée des femmes à

	l'économie.
Comment la Banque établira-t-elle des relations bilatérales solides avec les gouvernements des pays membres ?	La Banque travaillera à traiter des enjeux stratégiques tout en restant une organisation apolitique. Les interventions de la Banque seront orientées vers les jeunes, et non vers les gouvernements.
Y aurait-il des programmes sur mesure pour les jeunes instruits et ceux de l'enseignement supérieur ?	La priorité sera accordée aux jeunes sous-scolarisés.

SÉANCE PLÉNIÈRE : COMPTE RENDU DES SÉANCES DE GROUPE

Questions soulevées	Réponses des panélistes
Comment la création d'emplois au profit des jeunes peut-elle se faire dans des domaines spécifiques ?	L'agriculture reste le fer de lance de la création d'emplois, pour la BAD comme pour l'Afrique. Aussi, importe-t-il de renforcer les capacités et de combler le déficit en matière d'innovation dans le secteur agricole. Le plaidoyer demeure une composante essentielle du travail à faire et la promotion de l'agriculture devrait constituer une priorité. Il est crucial d'établir un lien entre les compétences et l'accès à la terre pour les jeunes issus des zones rurales et urbaines. Les analyses actuelles sont peu crédibles par rapport à l'ampleur du problème. L'agriculture peut absorber un grand nombre de jeunes. Toutefois, les projets ne sont pas bien conçus pour libérer le potentiel de création d'emplois. Il est donc nécessaire de réformer les systèmes et les marchés financiers, en cessant de se concentrer sur la politique monétaire pour se focaliser sur la recherche de solutions adaptées aux besoins actuels, y compris ceux des jeunes. Il est important que nous apprenions à mieux énoncer les enjeux et à les prendre en compte dans le processus de prise de décisions.
Comment les initiatives dirigées par des jeunes peuvent-elles être intégrées dans les secteurs agricole et énergétique ?	Les jeunes Africains ne sont pas déconnectés de leur communauté et de leurs racines. Les connaissances et les liens existants doivent être mis à profit pour exécuter les programmes et en

	accroître la visibilité. Les projets doivent être exécutés PAR les jeunes et non simplement AU PROFIT des jeunes !
L'accent n'est-il pas mis de manière excessive sur les processus, alors que les questions profondes demeurent non résolues, notamment l'existence de politiques inadéquates et de lois discriminatoires ?	Le Forum des OSC visait principalement à assurer la participation des OSC, mais il a aussi permis de préciser que des consultations approfondies se dérouleront aux niveaux régional et national afin d'exécuter des projets dans les pays.